



Liberté, Égalité, Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des
Collectivités Locales et
de l'Environnement

Bureau des Installations
Classées

MWB/AG

ARRETE

n° **003256** du **13 NOV. 2000** portant
prescriptions complémentaires à la Société **BETON CONTRÔLE DU**
SEEBODEN pour sa carrière de **RICHWILLER**

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** le Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 88907 du 7 novembre 1988 portant autorisation d'exploiter par la Société **BETON CONTRÔLE DU SEEBODEN** pour une carrière située sur le territoire des communes de **RICHWILLER** et de **KINGERSHEIM** ;
- VU** la déclaration en date du 12 novembre 1992 par laquelle la Société **BETON CONTRÔLE DU SEEBODEN** signale la fin des travaux d'exploitation et l'abandon d'exploitation sur une partie de la carrière située sur la commune de **RICHWILLER** ;
- VU** les avis des services administratifs consultés et notamment celui du 19 mars 1993 émis par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;
- VU** le rapport de la Société **GEOFOR** en date du 25 novembre 1991 relatif à la mise en place d'un réseau de piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines en amont et aval hydrauliques de la carrière susvisée ;
- VU** le rapport de la Société **GEOFOR** du 12 mai 1992, les rapports du laboratoire **IRH** des 17 juin 1993 et 7 septembre 1994, le rapport de la Société **ANTEA** de juin 1995, les rapports du laboratoire **IRH** des 12 juillet 1996 et 18 novembre 1996, de février 1998 et août 1999, relatifs au contrôle de la qualité des eaux souterraines en amont et aval hydrauliques de la carrière susvisée ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées du 02 juin 2000 ;

VU l'avis émis le 18 octobre 2000 par la Commission Départementale des Carrières ;

CONSIDERANT les conclusions du rapport IRH d'août 1999 précité qui mettent en évidence la persistance de l'impact des matériaux remblayés dans la partie de la carrière BETON CONTROLE DU SEEBODEN sise à RICHWILLER sur la qualité des eaux souterraines pour certains paramètres ;

CONSIDERANT que le site est dans un état tel qu'il peut se manifester des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer la réalisation d'un diagnostic initial et d'une évaluation simplifiée des risques pour les remblais de la carrière à l'origine de l'impact constaté sur la qualité des eaux souterraines ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin ;

ARRETE

Article 1^{er} –

La Société BETON CONTROLE DU SEEBODEN se conformera aux prescriptions visées aux articles suivants pour sa carrière remblayée située sur le territoire de la commune de RICHWILLER.

Article 2 – Etude Environnementale

Pour les remblais à l'origine d'un impact sur la qualité des eaux souterraines, la Société BETON CONTROLE DU SEEBODEN devra réaliser et remettre à l'inspection des installations classées selon l'échéancier défini ci-après un diagnostic initial et une évaluation simplifiée des risques.

Ces deux études seront réalisées selon les modalités définies dans le guide méthodologique du Ministère de l'Environnement – BRGM relatif à la gestion des sites (potentiellement) pollués (version 1) élaboré à cet effet.

Le diagnostic initial (qui comprend une analyse historique du site et le recueil des données et informations environnementales concernant le site et son voisinage) avec la présentation des résultats d'analyses réalisées sur la qualité des eaux souterraines, sera remis avant le 31 janvier 2001.

L'évaluation simplifiée des risques qui sera menée à partir des résultats du diagnostic initial, devra comprendre la définition des suites éventuelles à envisager qui peuvent comprendre en tant que de besoin :

- la réalisation d'investigations complémentaires
- la mise en œuvre des réhabilitations éventuelles à entreprendre (traitement, dépollution, confinement, barrage hydraulique, ...)
- la surveillance de la qualité des eaux souterraines sur les paramètres et fréquences à définir.

Cette évaluation simplifiée des risques sera remise avant le 30 avril 2001.

Article 3 –

Les frais induits pour le respect des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la Société BETON CONTROLE DU SEEBODEN.

Article 4 –

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le **13 NOV 2000**

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé : O. LAURENS-BERNARD

Délais et voies de recours (Article L 514-6 du Code de l'Environnement)

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou par l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, ou dans un délai de 6 mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département, pour les tiers ou les communes intéressées.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :

Christian AULEN